



*Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise*

pour

ROBECO
The Investment Engineers

Le regard des Français sur l'inflation : perceptions et anticipations

Suivi barométrique de l'*Ifop* pour *Banque Robeco*

- Vague 6 -

1



Le contexte et la méthodologie

La France connaît actuellement la déflation

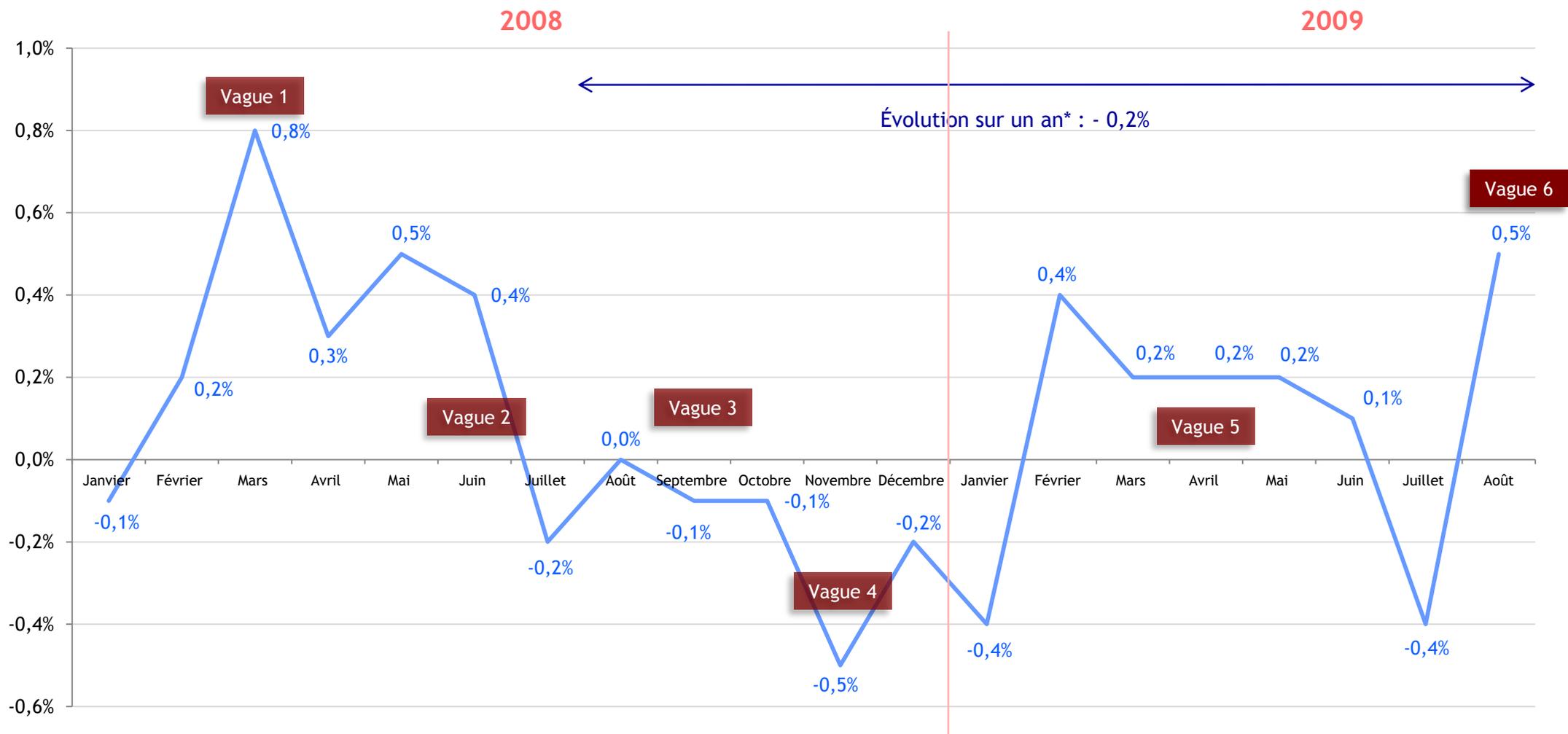
- **Depuis plus d'un an, la France est plongée dans la crise économique et financière.** La hausse importante du taux de chômage est aujourd'hui complétée par des prévisions encore pessimistes (le taux de chômage dépasserait la barre des 10% en fin d'année). La perspective d'une baisse historique du PIB pour l'année 2009 (de l'ordre de -2,4% selon le FMI) est toutefois nuancée par des signes timides de reprise, à travers une hausse modérée de la production à partir du deuxième trimestre.
- Le projet de loi de finance pour 2010 annoncé ces derniers jours confirme la mauvaise situation économique de l'Hexagone, le gouvernement ayant opté pour un creusement des déficits afin de soutenir son plan de relance.
- **La déflation s'impose en France (-0,2% sur un an*),** favorisant ainsi le pouvoir d'achat des Français. Néanmoins, les prix semblent repartir modérément à la hausse depuis février, soutenus notamment par l'augmentation des prix de l'énergie.



- ➔ **Comment les Français ressentent-ils le contexte de déflation ?**
- ➔ **En quoi cette période de déflation et de crise modifie-t-elle les perceptions et les anticipations des Français ?**

(*) Variation des prix août 2008 - août 2009

Évolution mensuelle du taux d'inflation en France



(*) Variation des prix août 2008 - août 2009

- Étude réalisée pour : **Banque Robeco**
- Échantillon : **967** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
- Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
- Dates de terrain : Les 24 et 25 septembre 2009.

NB : Les rappels indiqués dans ce rapport, sauf mention contraire, sont issus des vagues précédentes du **Baromètre Ifop/Banque Robeco** :

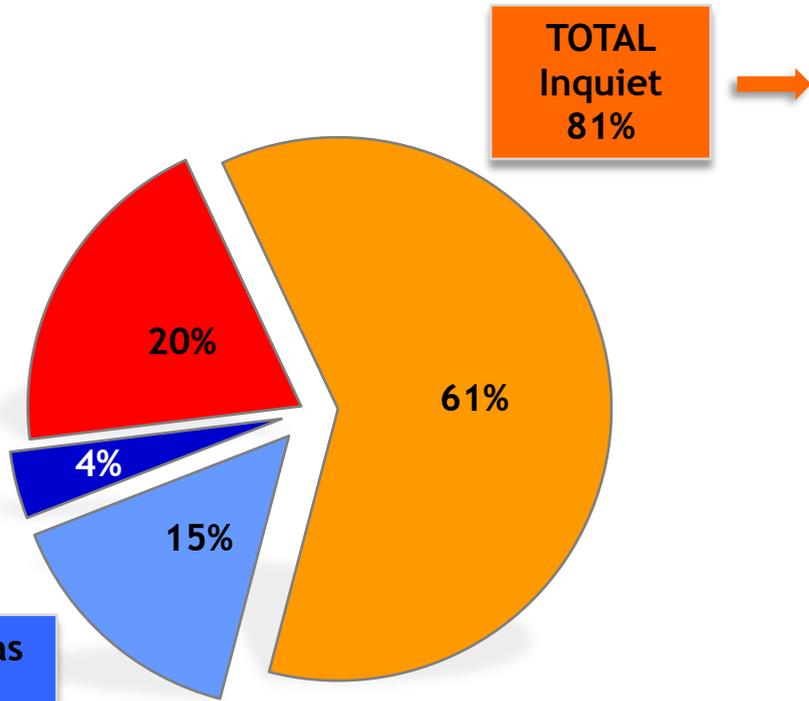
- **Vague 4 (novembre 2008)** : Enquête menée par téléphone les 13 et 14 novembre 2008 auprès d'un échantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 5 (avril 2009)** : Enquête menée par téléphone les 2 et 3 avril 2009 auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

2 | Les résultats de l'étude

A | Préalable : La perception de la situation économique

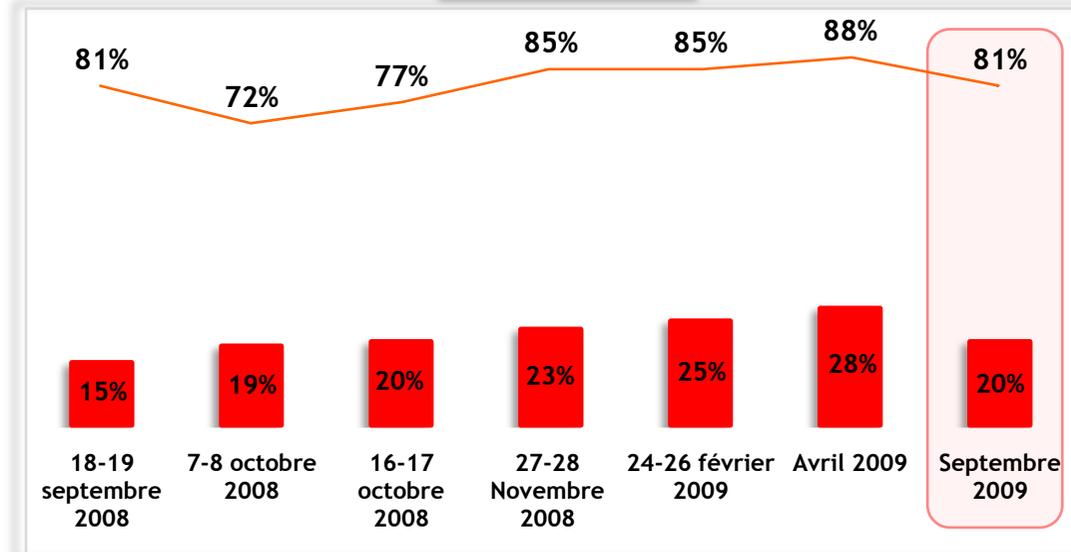
Un niveau d'inquiétude face à la crise qui demeure très majoritaire mais qui décroît

Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française pour les mois qui viennent ?



- Tout à fait inquiet
- Plutôt inquiet
- Plutôt pas inquiet
- Pas du tout inquiet

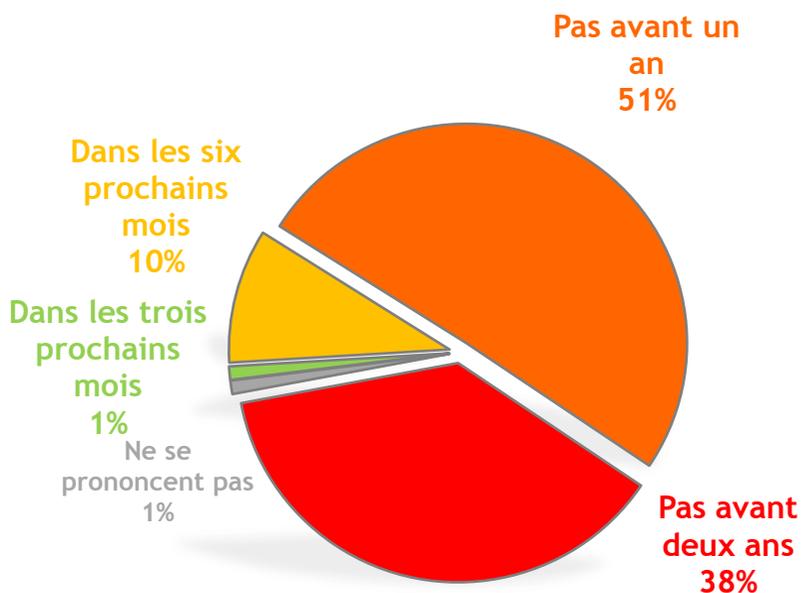
Rappels Ifop



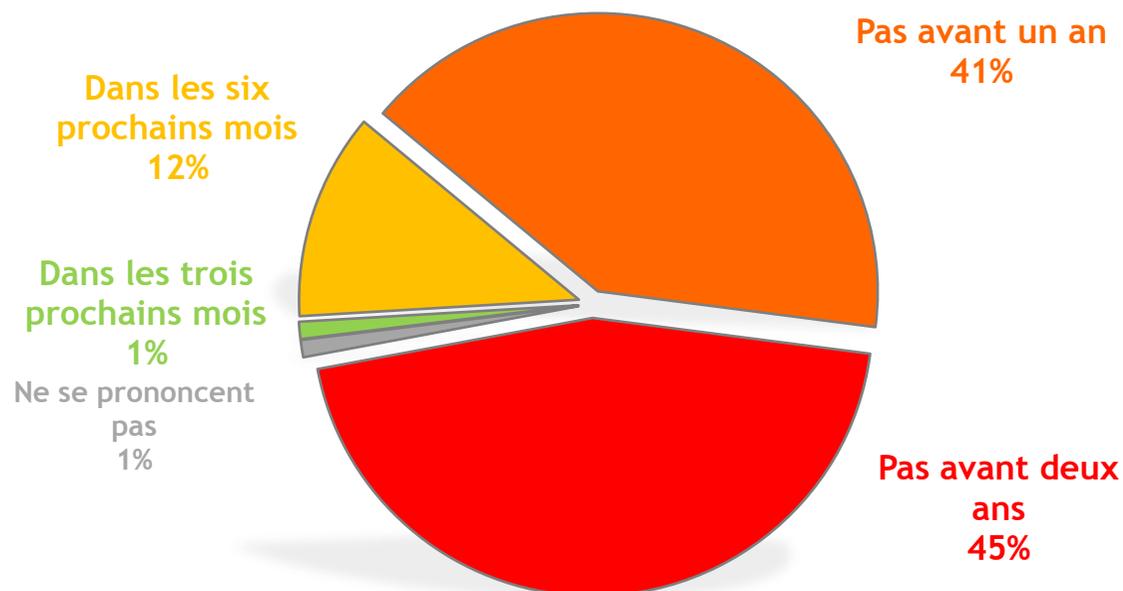
Un an après le déclenchement de la crise économique et financière, le niveau d'inquiétude pour l'économie française demeure très élevé au sein de la population (81%, dont 20% « tout à fait inquiètes »). Toutefois, il diminue nettement par rapport au début de l'année (-7 points par rapport à avril). Comme on l'observe depuis le début de la crise, les catégories les plus fragiles expriment davantage d'inquiétude : les personnes ne possédant aucun diplôme (34% se déclarent « tout à fait inquiètes ») et celles vivant dans des foyers percevant moins de 1200 euros par mois (31%).

Question : Selon-vous, la situation économique s'améliorera-t-elle plutôt... ?

Rappel Juin 2009*



Septembre 2009



Si l'inquiétude face à la crise décroît, cela ne signifie par pour autant que les Français estiment que celle-ci appartient au passé. Le comparatif par rapport aux résultats obtenus en juin dernier montre un plus fort pessimisme en cette rentrée. 45% des Français jugent que la situation économique ne s'améliorera pas avant deux ans (+7 points) et 41% pas avant un an (-10 points). Seule une minorité des répondants (13%) envisage une sortie de crise dans les douze prochains mois.

Encore une fois, les catégories les plus fragiles font part des pronostics les plus sombres. Une majorité des personnes sans aucun diplôme (57%) et dont le revenu mensuel du foyer n'excède pas 1200 euros (52%) jugent que la crise perdurera encore deux ans (contre 45% en moyenne).

* Sondage Ifop pour Challenges, auprès d'un échantillon de 1015 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 3 au 5 juin 2009.

Question : D'après vous, quelle action prioritaire doivent mener les pouvoirs publics en matière économique ?

Récapitulatif : Total des citations

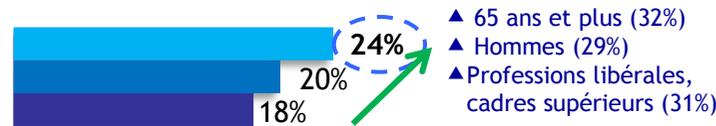
Lutter contre le chômage



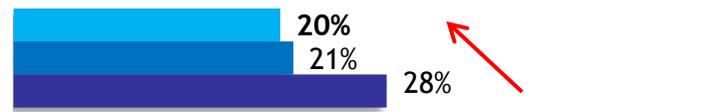
Favoriser la consommation des ménages



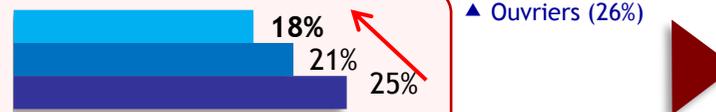
Réduire la dette de l'Etat



Favoriser la compétitivité des entreprises



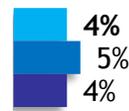
Lutter contre l'inflation



Réduire le déficit budgétaire



Lutter contre l'euro fort



■ Septembre 2009 ■ Rappel avril 2009 ■ Rappel novembre 2008

La hausse continue du chômage s'affirme comme la préoccupation majeure des Français. 74% des personnes interrogées estiment que la lutte contre le chômage doit constituer une action prioritaire des pouvoirs publics en matière économique (+3 points par rapport à avril).

Près de la moitié des personnes interrogées estime que la priorité doit être donnée à la consommation des ménages (43%, -5 points), et ce, de manière plus affirmée parmi les catégories modestes.

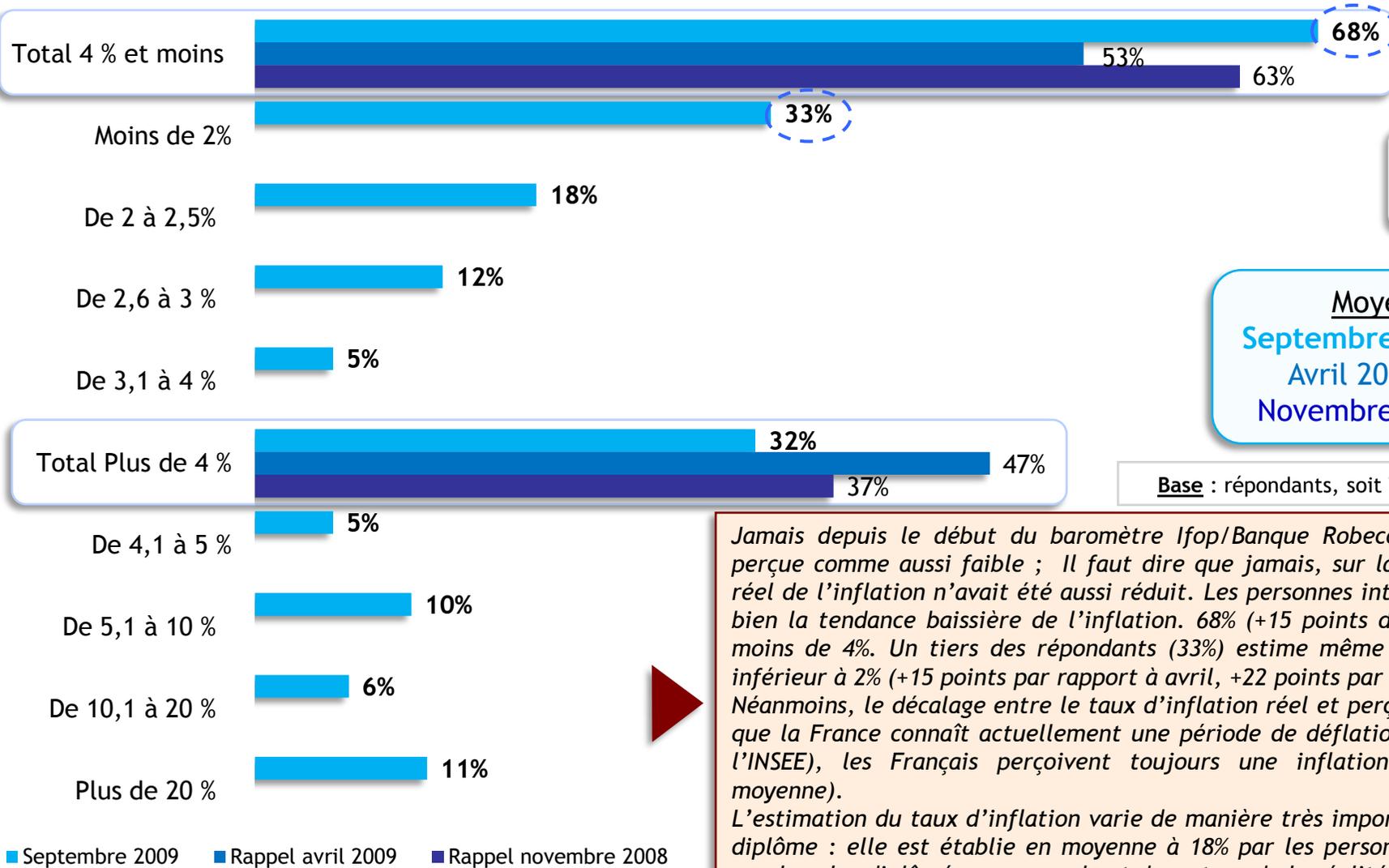
La réduction de la dette de l'État, bien qu'elle demeure plus marginalement citée comme priorité économique à mener par les pouvoirs publics, acquiert davantage d'importance dans l'esprit des Français (+4 points par rapport à avril, +6 points par rapport à novembre), alors même que le gouvernement a décidé de laisser la dette se creuser au profit du plan de relance.

Dans ce contexte de crise, la lutte contre l'inflation est reléguée au second plan et recule même par rapport aux vagues précédentes (-3 points par rapport à avril, -7 points par rapport à novembre 2008).

B | La perception de l'inflation et son évolution

Si l'inflation perçue demeure bien supérieure à l'inflation réelle, les Français ressentent bien sa diminution

Question : D'après vous, quel est le chiffre de l'inflation en France, au cours des douze derniers mois ? Question ouverte - Réponses spontanées



Données INSEE
- 0,2%*

Moyennes :
 Septembre 2009 : 8,5%
 Avril 2009 : 13,4%
 Novembre 2008 : 8,7%

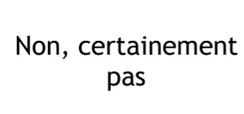
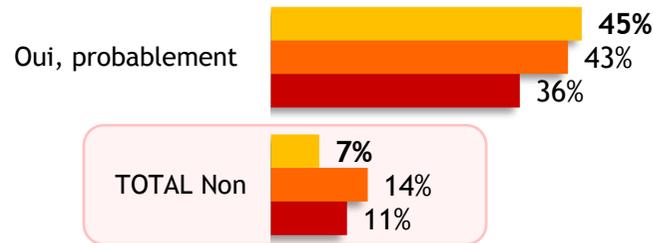
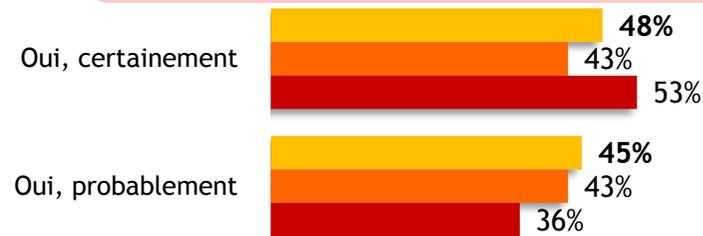
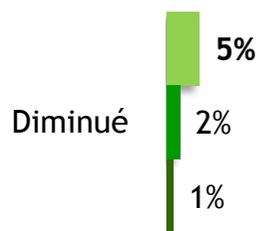
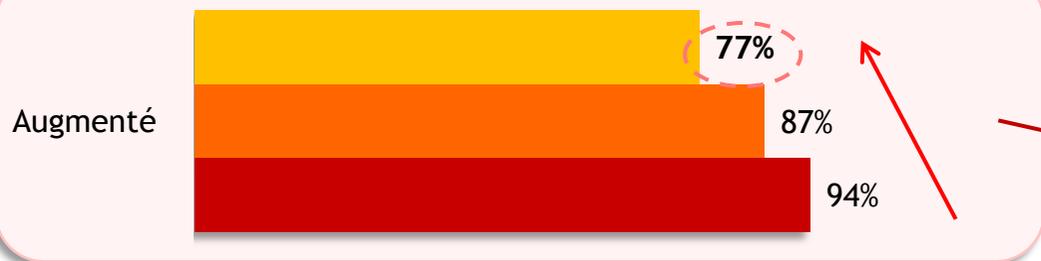
Base : répondants, soit 79% de l'échantillon.

Jamais depuis le début du baromètre Ifop/Banque Robeco l'inflation n'avait été perçue comme aussi faible ; Il faut dire que jamais, sur la même période, le taux réel de l'inflation n'avait été aussi réduit. Les personnes interrogées restituent donc bien la tendance baissière de l'inflation. 68% (+15 points depuis avril) l'évaluent à moins de 4%. Un tiers des répondants (33%) estime même le chiffre de l'inflation inférieur à 2% (+15 points par rapport à avril, +22 points par rapport à novembre). Néanmoins, le décalage entre le taux d'inflation réel et perçue reste important. Alors que la France connaît actuellement une période de déflation (-0,2% sur un an selon l'INSEE), les Français perçoivent toujours une inflation très élevée (8,5% en moyenne).
 L'estimation du taux d'inflation varie de manière très importante selon le niveau de diplôme : elle est établie en moyenne à 18% par les personnes sans diplôme tandis que les plus diplômés se rapprochent davantage de la réalité (3,1%).

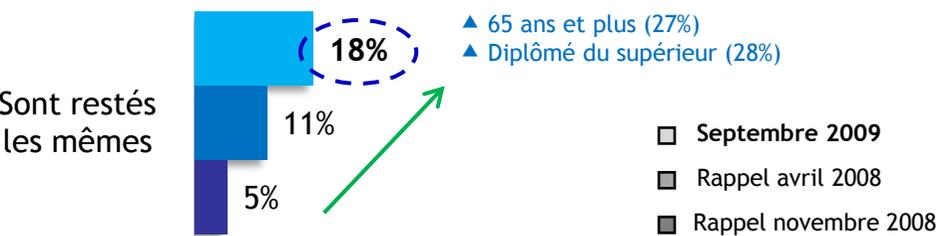
Si la perception d'une augmentation des prix décroît pour les douze derniers mois, l'anticipation d'une inflation positive reste très majoritaire pour l'année à venir

Question : Depuis un an, à votre avis, les prix ont-ils augmenté en France, diminué ou sont-ils restés les mêmes ?

Question : D'après vous, cette augmentation de l'inflation va-t-elle se poursuivre au cours des douze prochains mois ?



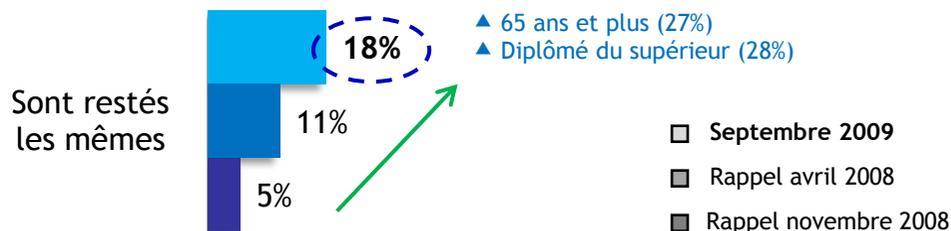
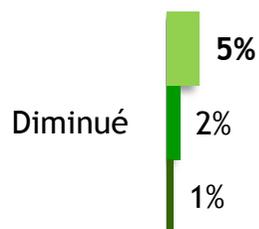
Base : personnes ayant perçu une augmentation des prix, soit 77% de l'échantillon.



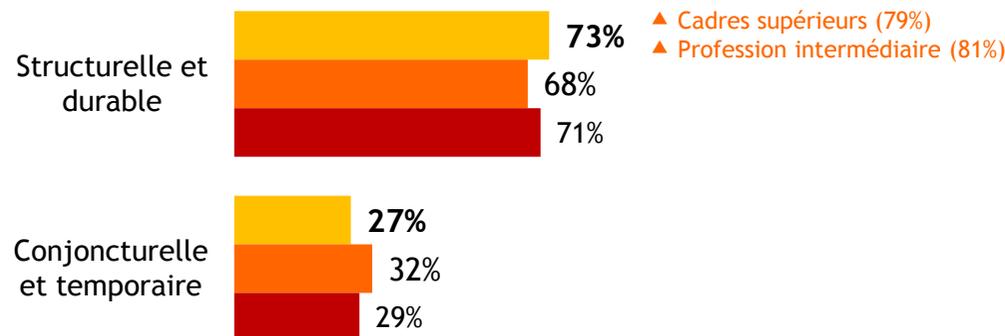
Les trois quarts des Français (77%) estiment que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois. Cette perception est néanmoins en net recul (-10 points par rapport à avril, -17 points par rapport à novembre), au profit des personnes jugeant que les prix sont restés stables (18%, +7 points par rapport à avril). Parmi les personnes percevant une augmentation des prix, 93% considèrent que celle-ci se poursuivra lors des douze prochains mois (+6 points par rapport à avril), un interviewé sur deux (48%) affirmant même un pronostic catégorique.

Le caractère structurel de l'augmentation des prix toujours reconnu par une large majorité des personnes interrogées

Question : Depuis un an, à votre avis, les prix ont-ils augmenté en France, diminué ou sont-ils restés les mêmes ?



Question : Et diriez-vous de cette augmentation des prix qu'elle va être... ?

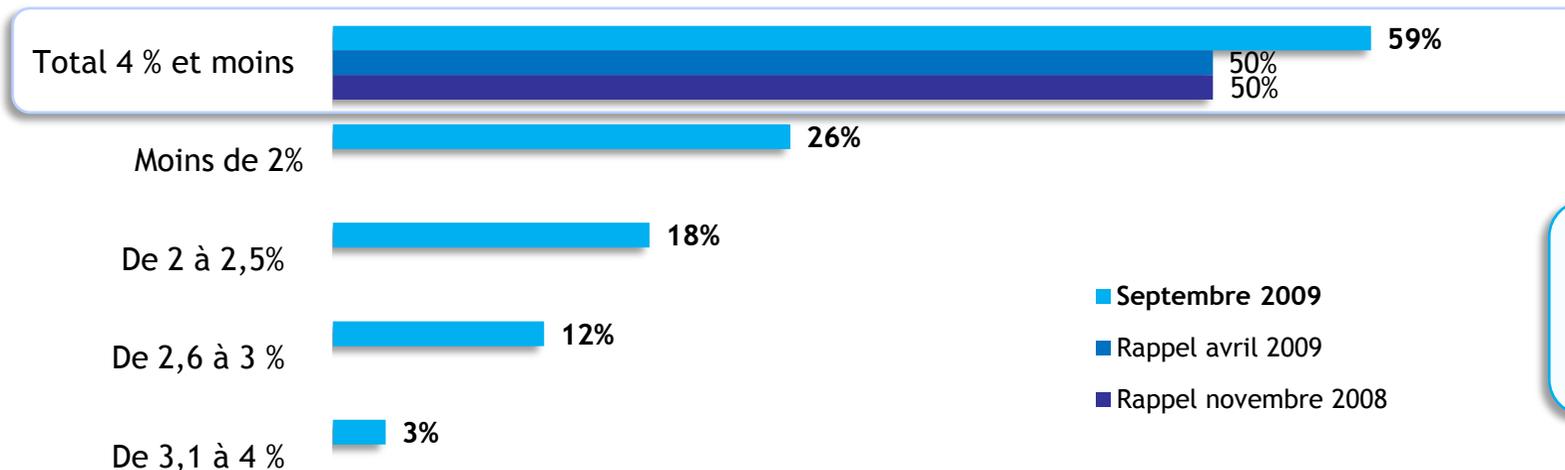


Base : personnes ayant perçu une augmentation des prix, soit 77% de l'échantillon.

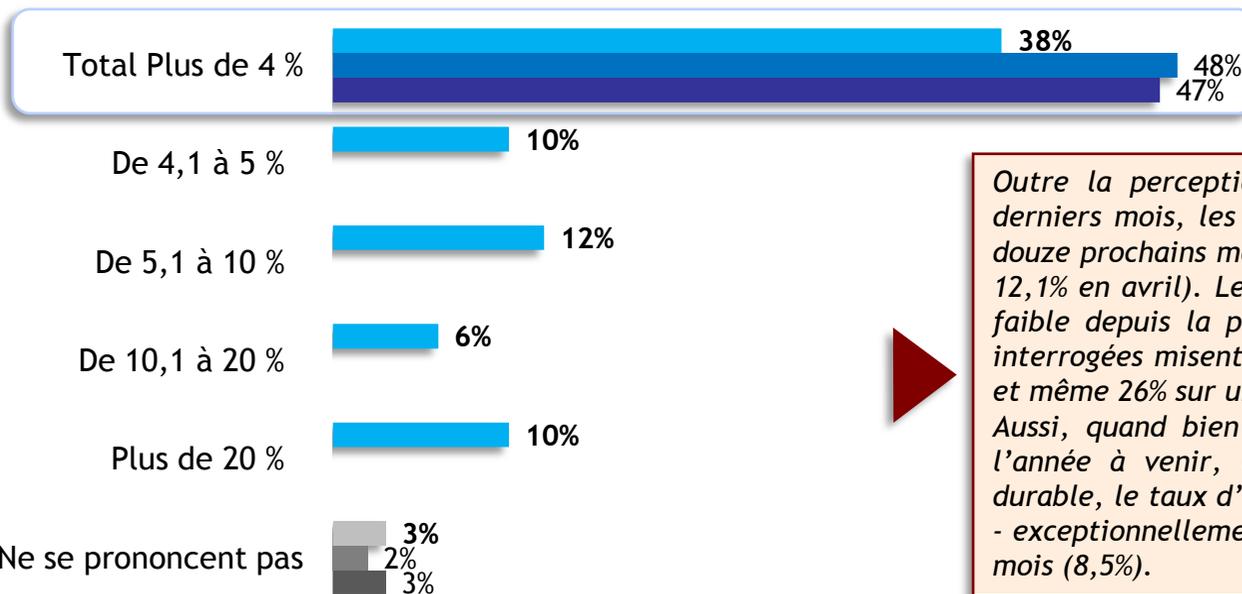
73% des personnes interrogées jugent l'augmentation des prix comme un phénomène structurel (+5 points par rapport à avril). En parallèle, 27% estiment que l'inflation n'est que conjoncturelle et temporaire. Ces résultats s'inscrivent dans la droite lignée de ceux observés lors des vagues précédentes du Baromètre Ifop/Banque Robeco. Le contexte de déflation n'est donc pas du tout ressenti par une proportion importante de la population.

L'anticipation d'une diminution de rythme de l'inflation pour les douze prochains mois

Question : De combien à peu près va-t-elle se poursuivre au cours des douze prochains mois ? Pouvez-vous me donner un pourcentage pouvant aller de 0.1% à 100% ? Question ouverte - Réponses spontanées



Moyennes :
 Septembre 2009 : 9,1%
 Avril 2009 : 12,1%
 Novembre 2008 : 11,0%



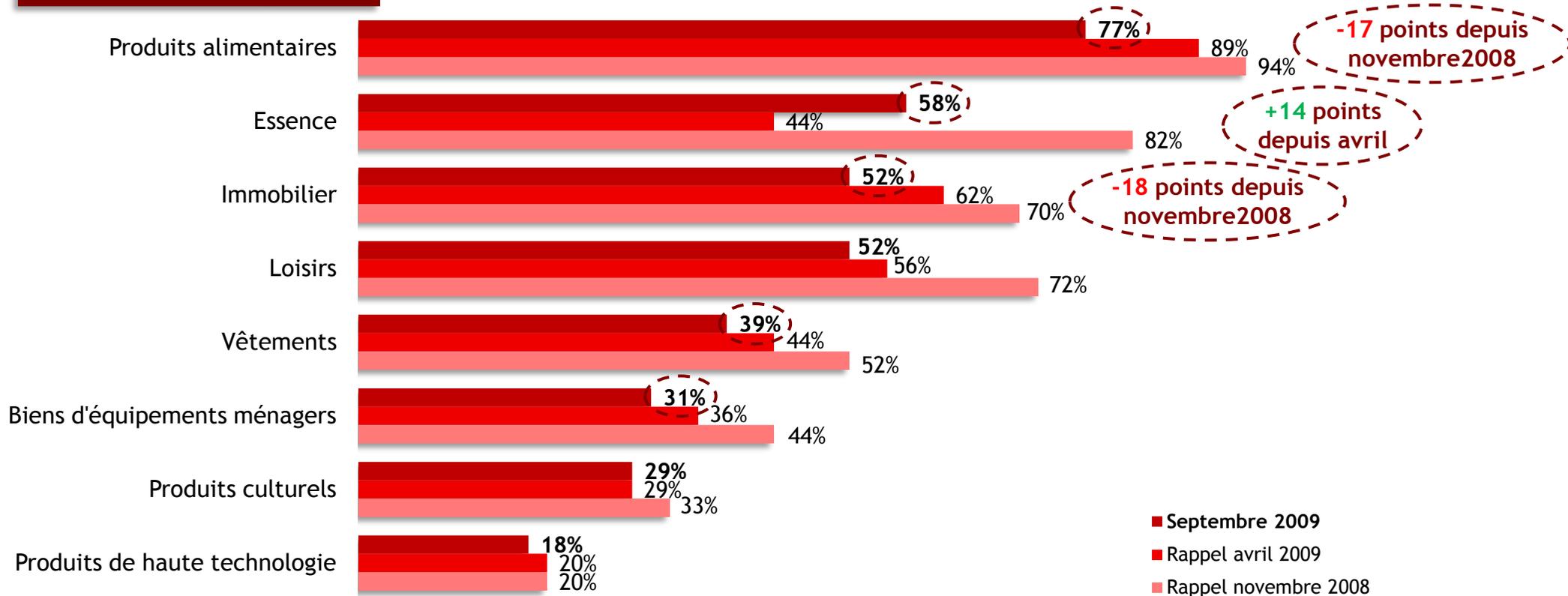
Base : personnes ayant perçu une augmentation des prix, soit 77% de l'échantillon.

Outre la perception d'une diminution du taux d'inflation sur les douze derniers mois, les Français prévoient également un taux plus faible sur les douze prochains mois que lors de la dernière vague (9,1% en moyenne contre 12,1% en avril). Le taux d'inflation n'avait jamais été anticipé comme aussi faible depuis la première interrogation en juin 2008 : 59% des personnes interrogées misent sur un taux inférieur à 4% (+9 points par rapport à avril) et même 26% sur un taux inférieur à 2% (+ 8 points).
 Aussi, quand bien même la diminution des prix n'est pas envisagée pour l'année à venir, le ralentissement de l'inflation est bien perçu comme durable, le taux d'inflation envisagé (9,1%) se rapprochant beaucoup de celui - exceptionnellement bas dans notre Baromètre - au cours des douze derniers mois (8,5%).

La diminution de l'augmentation des prix est sensible pour toutes les catégories de produits à l'exception notable de l'essence

Question : Et depuis un an, à votre avis, le prix de ... a-t-il augmenté en France, diminué ou resté le même ?

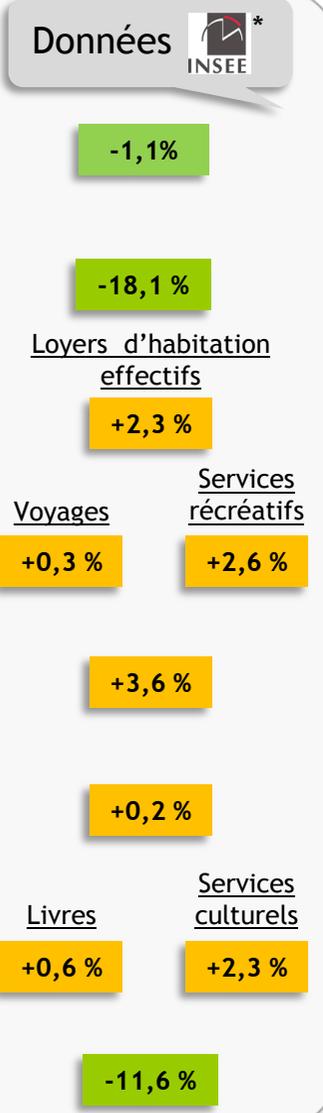
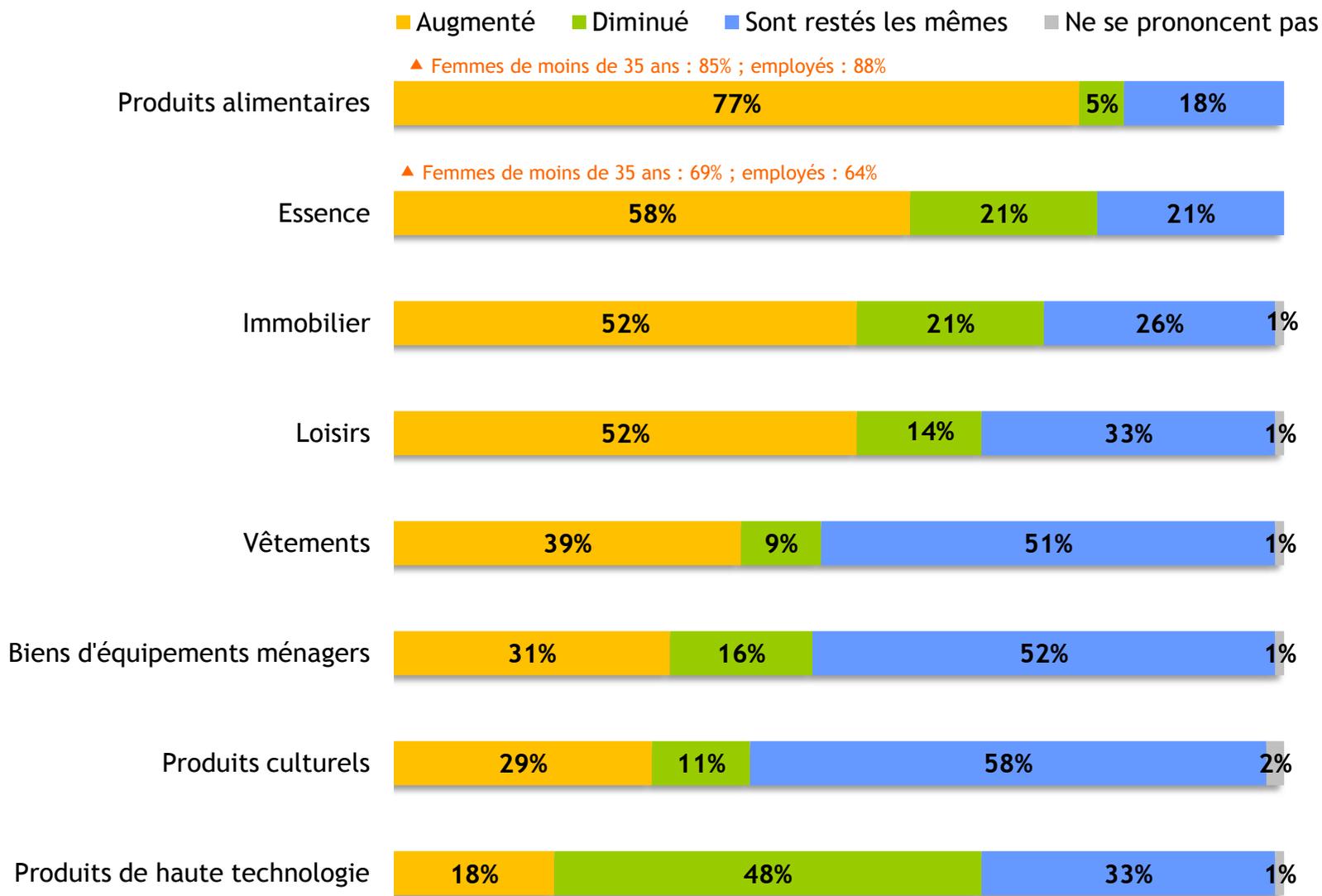
Récapitulatif : Augmenté



Conformément aux observations précédentes démontrant une diminution de l'inflation ressentie, le sentiment d'une augmentation des prix régresse pour toutes les catégories de produits, à l'exception notable de l'essence. Concernant les carburants, une majorité des personnes interrogées (58%) considère de nouveau que les prix ont augmenté (+14 points par rapport à avril). Sur tous les autres types de produits, jamais le sentiment d'une augmentation des prix n'avait été aussi faible. L'évolution s'avère particulièrement marquante pour les produits alimentaires (-12 points par rapport à avril), bien qu'ils soient toujours perçus inflationnistes par les trois quarts des Français (77%) ; mais aussi pour l'immobilier (52%, -10 points) et les loisirs (52%, -20 points depuis novembre). C'est toujours sur les produits de haute technologie que le sentiment d'une baisse des prix est le plus partagé.

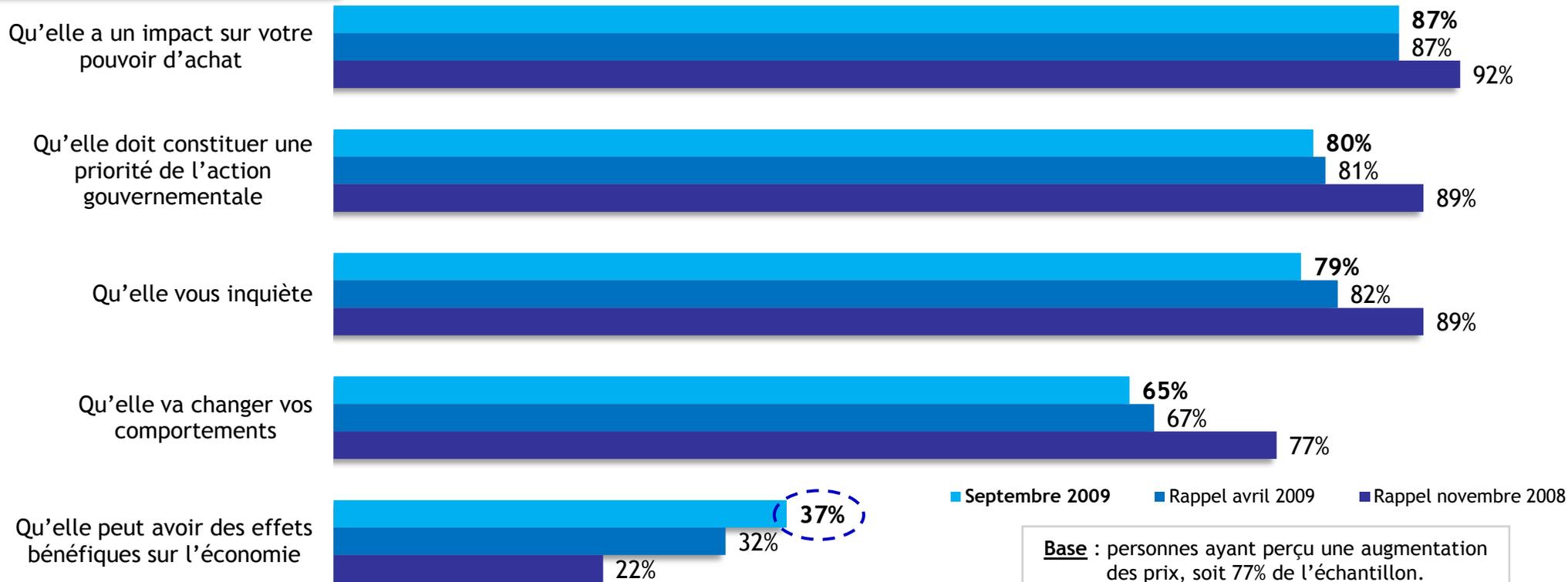
La perception des Français concernant les variations de prix diffère assez largement de la réalité concernant les deux types de produits les plus inflationnistes : l'alimentation et l'essence

Question : Et depuis un an, à votre avis, le prix de ... a-t-il augmenté en France, diminué ou resté le même?



Question : Et diriez-vous de cette inflation... ?

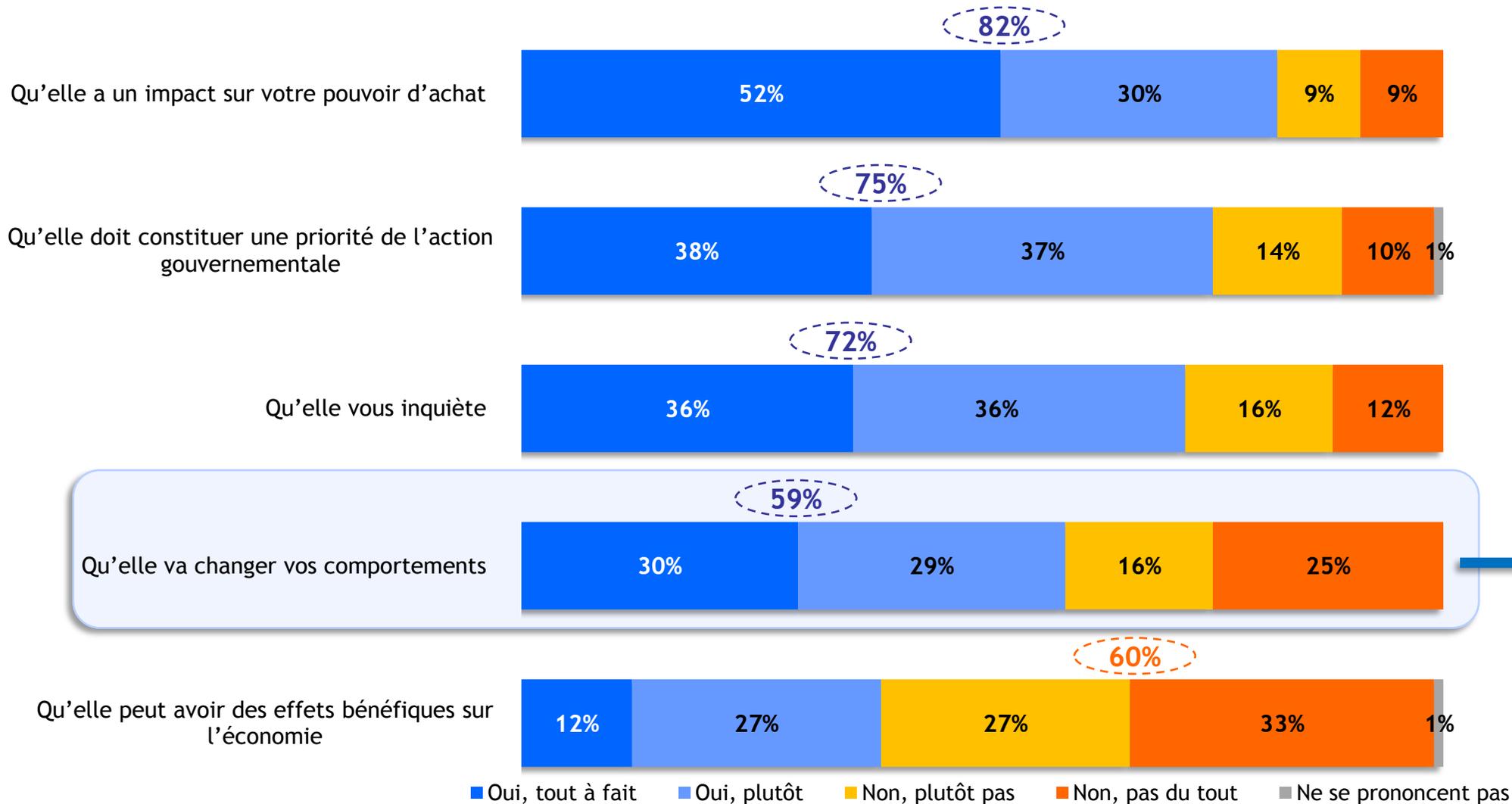
Récapitulatif : Total Oui



Les Français demeurent largement inquiets face à l'inflation, néanmoins, les jugements négatifs, s'ils demeurent largement majoritaires, diminuent tendanciellement. Ainsi, « seuls » 79% des Français s'inquiètent de l'inflation (-10 points par rapport à novembre dernier) et 80% estiment qu'elle doit constituer une priorité de l'action gouvernementale (-9 points). De fait, les répercussions de l'inflation sur la vie quotidienne reculent également : 87% des personnes interrogées jugent que l'inflation va avoir un impact sur leur pouvoir d'achat (-5 points) et 65% qu'elle va les inciter à changer leurs comportements (-12 points).

En parallèle, 37% des Français estiment désormais que l'inflation peut avoir des effets bénéfiques sur l'économie (+15 points par rapport à novembre), soit le plus haut score observé depuis le début du Baromètre.

Question : Et diriez-vous de l'inflation.. ?



Base : Ensemble

Un changement anticipé de comportement qui sanctionne toujours avant tout les dépenses

Question : Et diriez-vous de l'inflation qu'elle va changer vos comportements ?

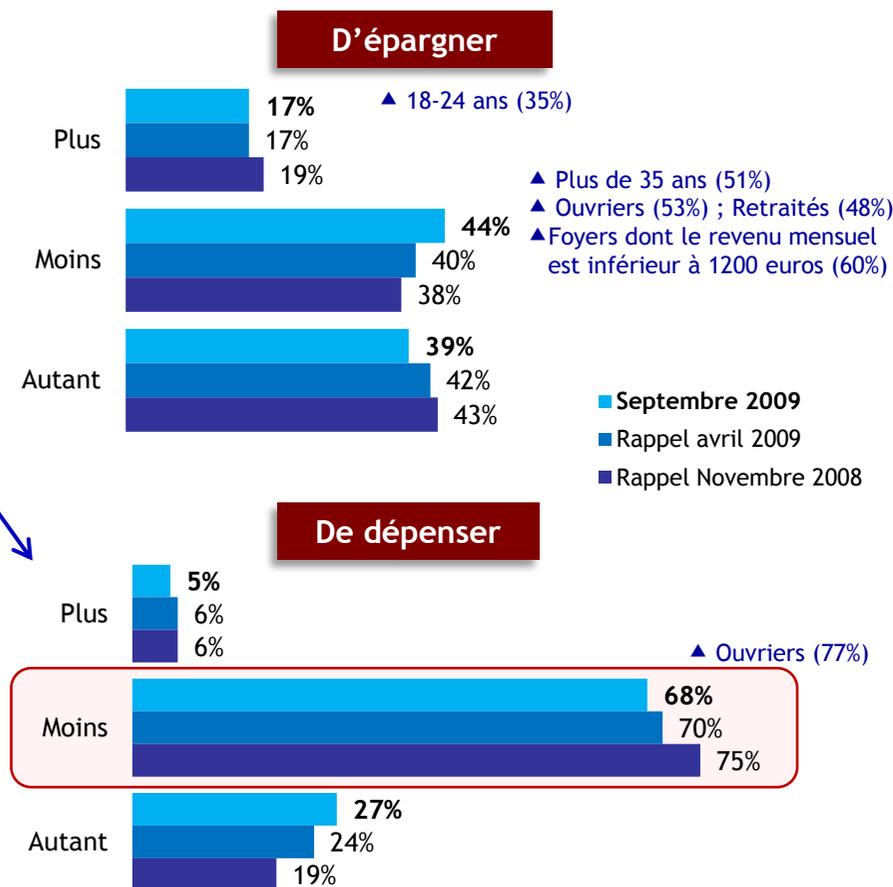


Malgré la diminution perçue de l'inflation, les comportements qu'elle suscite demeurent identiques. Ceux-ci se centrent autour d'une intention de moins dépenser (68%), qui diminue néanmoins légèrement (-2 points par rapport à avril, -7 points par rapport à novembre). Une part non négligeable des personnes interrogées envisage plus largement de ne pas changer le montant de ses dépenses (27%, +3 points par rapport à avril, +8 points par rapport à novembre).

En adéquation avec les vagues d'enquête précédentes, les intentions formulées vis-à-vis de l'épargne sont plus mitigées. C'est toutefois l'intention de moins épargner qui est la plus mentionnée en septembre (44%, +4 points par rapport à avril), détrônant la permanence des comportements (39%, -3 points).

L'intention d'épargner davantage demeure très minoritaire (17%), mais s'avère une fois de plus largement envisagée parmi les plus jeunes (35% parmi les 18-24 ans).

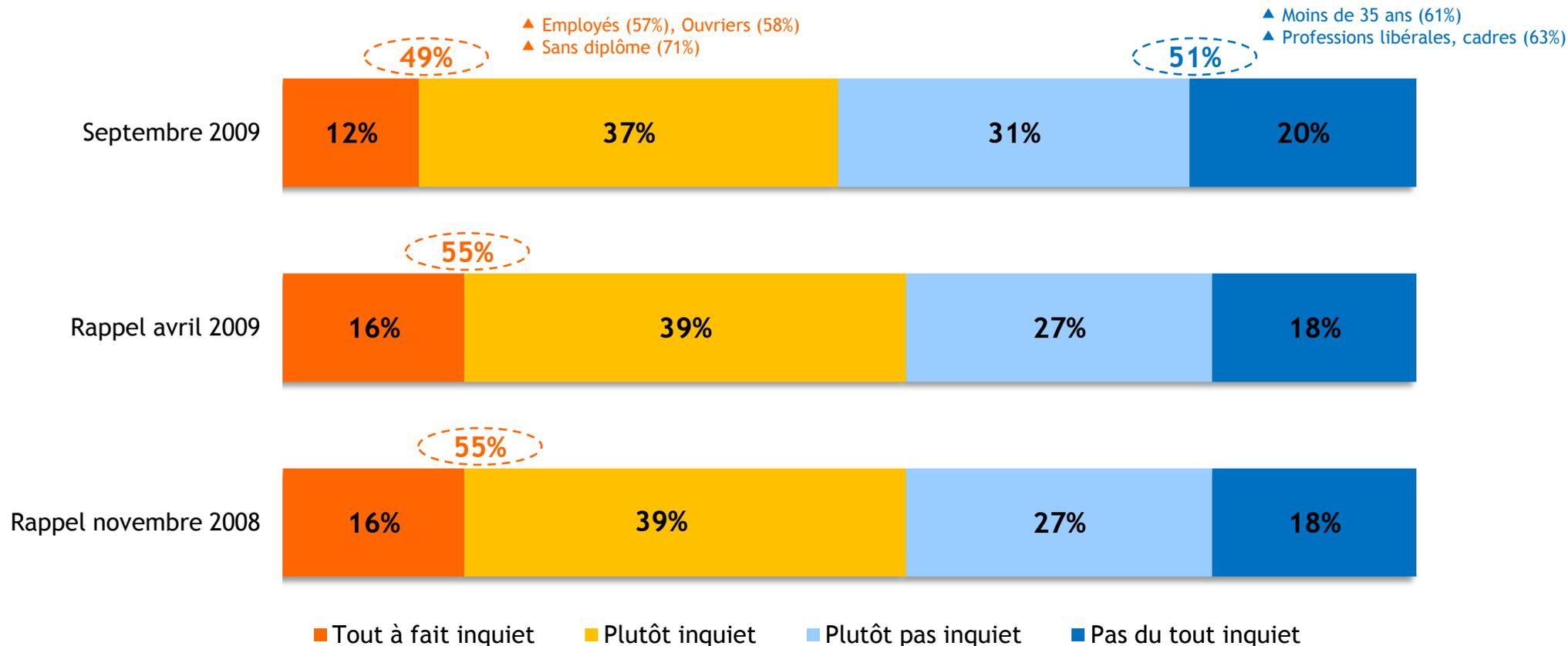
Question : Vous m'avez dit que cette augmentation des prix va changer vos comportements. Avez-vous l'intention... ?



Base : personnes ayant déclaré que l'augmentation des prix les incitait à changer leurs comportements, soit 59% de l'échantillon.

Le niveau d'inquiétude sur ses propres placements diminue nettement en septembre

Question : Et en pensant à l'impact de l'inflation sur vos placements, diriez-vous que vous êtes inquiet ou pas inquiet ?

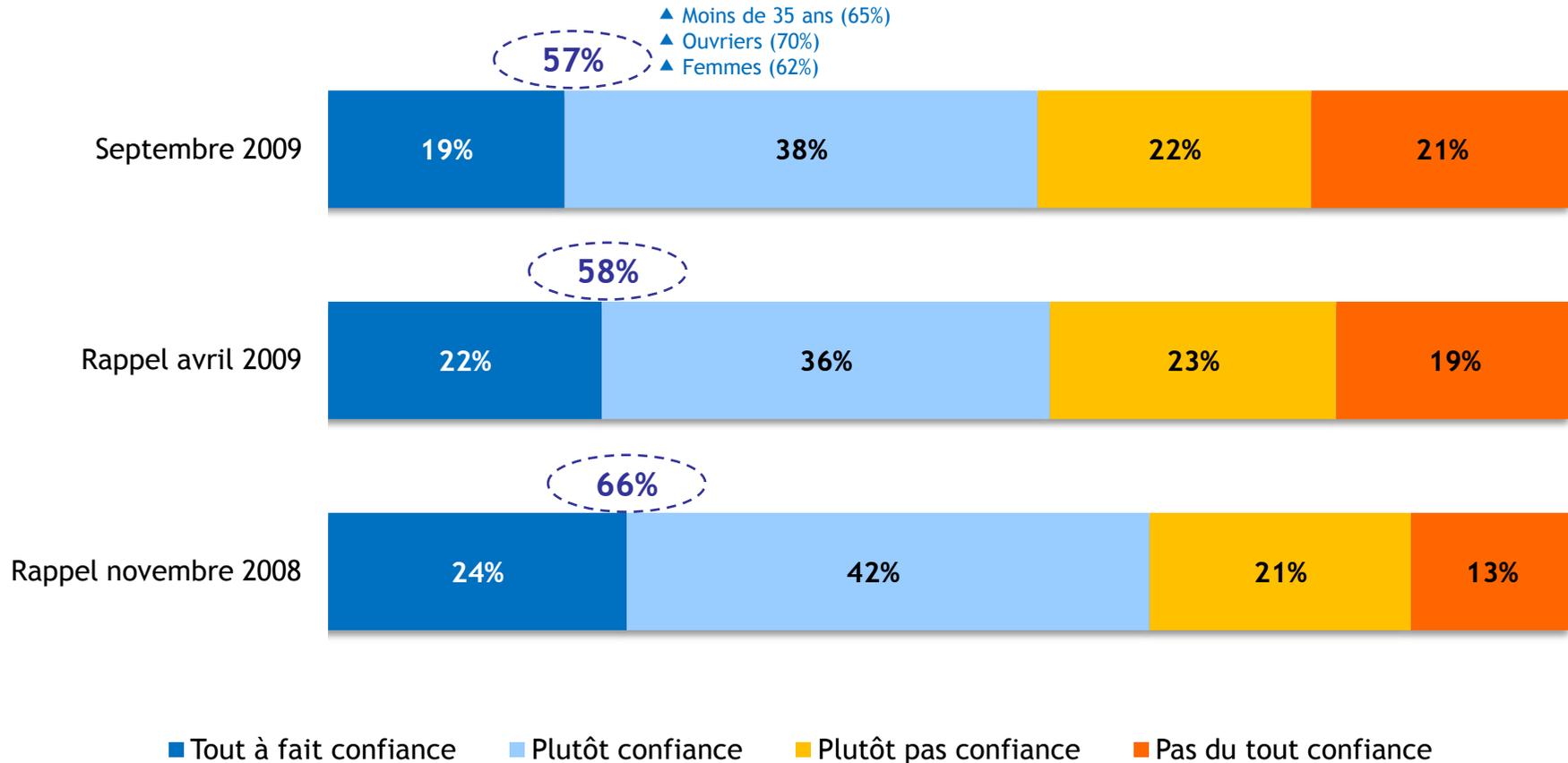


Base : personnes détentrices de produits financiers, soit 90% de l'échantillon.

Une courte majorité des personnes interrogées (51%) déclare désormais ne pas être inquiète de l'impact de l'inflation sur ses placements. L'inquiétude diminue donc nettement par rapport à la vague précédente (-6 points). Des différences très claires apparaissent entre les catégories de population sur cette question. Ainsi, les catégories populaires se montrent bien plus inquiètes, tandis qu'à l'inverse, les plus aisées mais aussi les plus jeunes se révèlent plus confiantes.

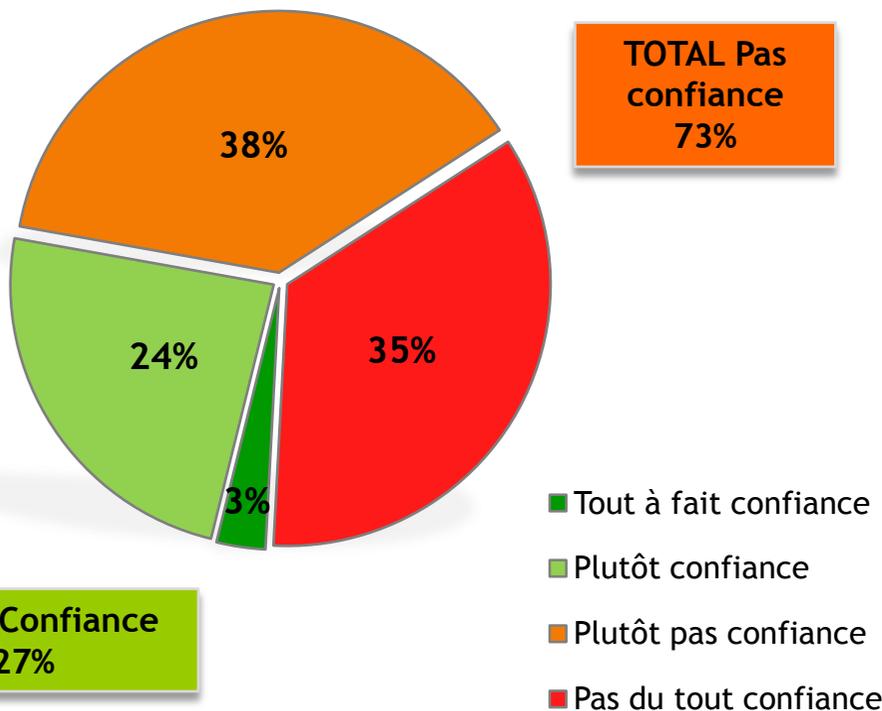
Une confiance à l'égard des banques en léger recul mais qui reste majoritaire

Question : *D'une manière générale, faites-vous confiance ou non à votre banque pour vous conseiller dans les placements que vous envisagez dans les douze prochains mois ?*

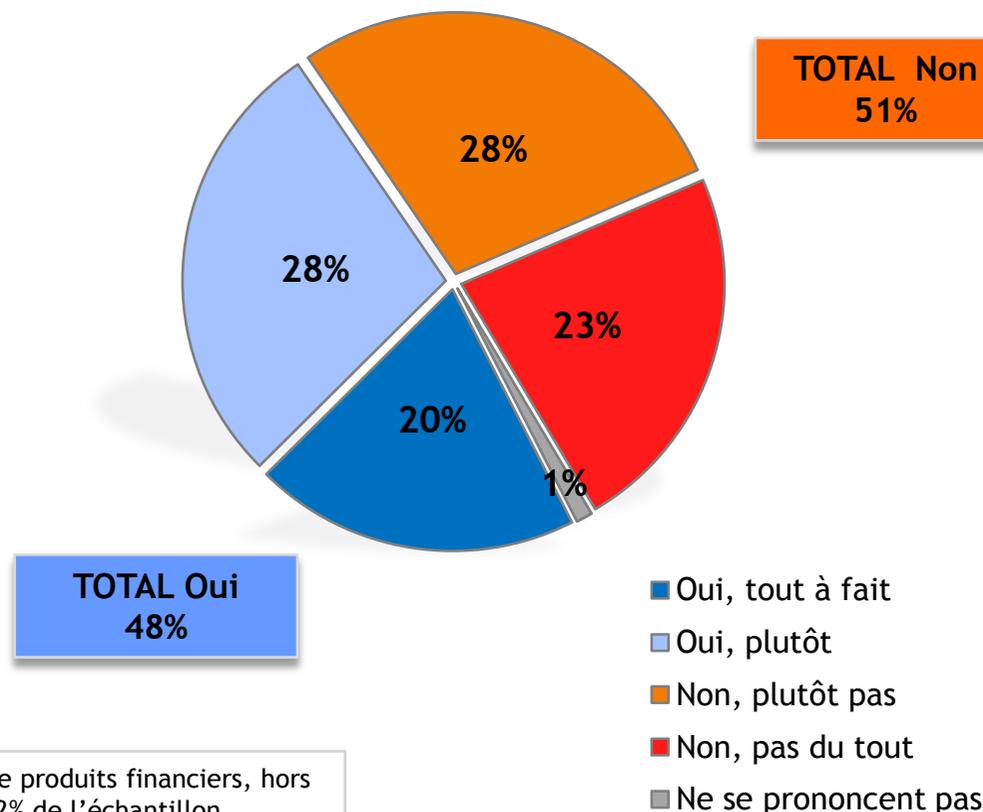


*La confiance vis-à-vis des banques poursuit sa tendance à la baisse observée depuis le début de la crise financière. Elle demeure néanmoins majoritaire (57%), même si la part de « défiants absolus » (21%) s'avère pour la première fois supérieure à celle des « tout à fait confiants » (19%).
 Certaines sous-populations apparaissent plus positives : les plus jeunes (65% contre 57% en moyenne), les ouvriers (70%) et les femmes (62%).*

Question : Concernant l'évolution des marchés financiers pour les prochains mois, diriez-vous que vous avez... ?



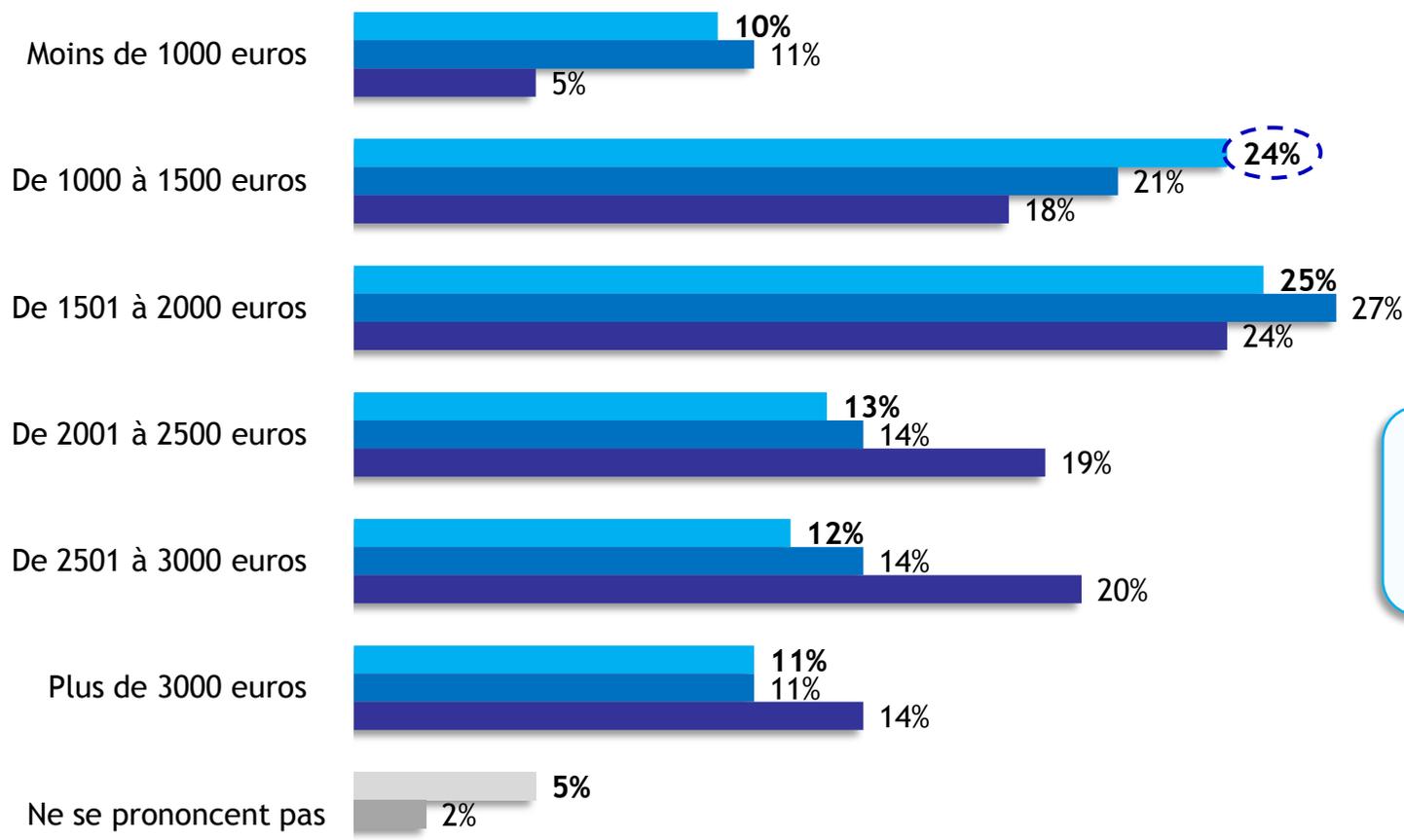
Question : Et diriez-vous que l'évolution des marchés financiers reflète la réalité de la situation économique ?



Base : personnes détentrices de produits financiers, hors livrets d'épargne, soit 12% de l'échantillon.

Les détenteurs de produits financiers apparaissent peu optimistes quant à l'évolution des marchés financiers. Les trois quarts (73%) déclarent ne pas avoir confiance dans leur évolution, 35% estimant même ne pas avoir « confiance du tout ». En outre, la moitié des personnes interrogées (51%) estime que l'évolution des marchés financiers ne reflète pas la réalité de la situation économique, dont 23% « pas du tout », soit une part légèrement inférieure à celle jugeant que l'évolution des marchés épouse « tout à fait » la réalité économique.

Question : Quelle somme - en euros - faut-il par mois à votre avis pour faire vivre une famille de quatre personnes dans votre localité ?



Moyennes :
 Septembre 2009 : 2112 euros
 Avril 2009 : 2169 euros
 Novembre 2008 : 2452 euros

- Septembre 2009
- Rappel avril 2009
- Rappel novembre 2008

L'estimation de la somme pour faire vivre une famille de quatre personnes n'en finit pas de se rétracter, en passant en moyenne à 2112 euros mensuels contre 2169 euros en avril et 2452 euros en novembre. Ainsi, depuis le début de la crise financière, elle ne cesse d'être revue à la baisse.

Comme lors des vagues précédentes, l'estimation varie notablement selon le lieu d'habitation et apparaît, naturellement, bien plus élevée dans l'agglomération parisienne (2769 euros).